

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/AG/S/9
30 septembre 2002

(02-5140)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

ADMINISTRATION DES CONTINGENTS TARIFAIRES: ADJUDICATION

Note d'information du Secrétariat¹

Introduction

1. Comme il a été demandé au cours des travaux approfondis menés dans le cadre des sessions extraordinaires du Comité de l'agriculture et consacrés à l'administration des contingents tarifaires (voir le document G/AG/NG/10, paragraphe 5), la présente note contient un examen général de la question du statut, au regard des règles de l'OMC, de l'adjudication par les autorités gouvernementales ou administratives des licences d'importation accordées dans le cadre de contingents tarifaires et définit les éléments de disciplines possibles concernant cette méthode d'administration.

Généralités

2. Comme il a été indiqué dans la version la plus récente de la note d'information analytique du Secrétariat intitulée "Méthodes d'administration des contingents tarifaires et utilisation des contingents tarifaires", l'"adjudication" (définie de la façon suivante: "Les parts prévues pour les importateurs sont généralement attribuées, ou les licences délivrées, sur la base d'un système d'adjudication ou par voie d'appel d'offres") ne figure pas au premier rang des principales méthodes d'administration des contingents tarifaires et, à première vue, les taux globaux moyens d'utilisation ne sont pas non plus particulièrement élevés (voir le document TN/AG/S/6 daté du 22 mars 2002). La note d'information TN/AG/S/6 a été établie sur la base des notifications présentées sous la forme des tableaux MA:1 et MA:2, dans le cadre desquelles les Membres intéressés ont eu (et continuent d'avoir) la possibilité de présenter des observations sur la façon dont leurs contingents tarifaires sont classés.

3. Les principaux tableaux comparatifs sur les méthodes d'administration (tableau 3), les taux d'utilisation, en moyenne simple (tableau 5) et les taux d'utilisation moyens pour les contingents tarifaires représentant des quantités constantes ou des quantités croissantes (tableau 6) sont reproduits dans l'annexe A ci-jointe. Le nombre de contingents tarifaires attribués par adjudication en tant que principale méthode d'administration est passé de 40 à 60 entre 1995 et 1999 mais a diminué ensuite pour revenir à 52. Pendant cette période, le nombre total de contingents tarifaires pris en compte dans l'analyse relative au tableau 3 est passé de 1 259 en 1995 à 1 377 en 2001. En outre, dans un petit nombre de cas, l'adjudication est utilisée, ou peut l'être, en même temps que d'autres méthodes d'administration des contingents tarifaires.

4. Pendant la période allant de 1995 à 2000, la méthode de l'adjudication est celle pour laquelle le taux d'utilisation, en moyenne simple, a été le plus faible chaque année (sauf en 1997) avec un taux

¹ Le présent document a été établi sous la propre responsabilité du Secrétariat et est sans préjudice des positions des Membres ou de leurs droits ou obligations dans le cadre de l'OMC. En outre, le résumé sur les aspects relatifs aux règles (voir le paragraphe 10 ci-dessous) n'exprime pas nécessairement les vues de la Division des affaires juridiques.

d'utilisation moyen global non pondéré de 36 pour cent (voir le tableau 5). Ce taux d'utilisation moyen relativement faible pour les contingents tarifaires attribués par adjudication est dû notamment au fait que, s'il y a un certain nombre de contingents de ce type pour lesquels les taux d'utilisation sont proches de 100 pour cent, il y en a beaucoup plus pour lesquels les taux d'utilisation sont fluctuants et/ou nettement inférieurs au taux d'utilisation moyen de 41 pour cent indiqué pour cette méthode d'administration (annexe B, "Taux d'utilisation moyens par Membre administrant"). Comme le montre le tableau 6 (annexe A), les taux d'utilisation pour la méthode d'adjudication dans le cas de contingents tarifaires représentant des quantités constantes (essentiellement des contingents tarifaires assurant l'accès courant") étaient, d'une façon générale, sensiblement plus élevés (58 pour cent contre 29 pour cent) que dans le cas des contingents tarifaires représentant des quantités croissantes (probablement surtout des contingents tarifaires assurant l'accès minimal").

Points et questions soulevés

5. Au cours de l'examen ordinaire, par le Comité de l'agriculture, des notifications présentées sous la forme des tableaux MA:1 (administration des contingents tarifaires) et MA:2 (utilisation des contingents tarifaires), ainsi que pendant les sessions extraordinaires informelles et les consultations menées à ce sujet, diverses réserves ont été exprimées quant à la compatibilité, avec les règles de l'OMC, de l'utilisation de l'adjudication et des appels d'offres en tant que méthodes de détermination des bénéficiaires des droits d'importer des produits dans le cadre de contingents tarifaires assortis de tarifs peu élevés. Les principaux arguments présentés à cet égard sont essentiellement de trois ordres. Premièrement, on fait valoir que l'imposition ou le supplément qu'un importateur doit acquitter lors de l'adjudication pour acquérir le droit d'accéder à un contingent tarifaire assorti de tarifs peu élevés constitue un manquement aux obligations découlant pour le Membre importateur de l'article II:1 b) du GATT en ce qui concerne les taux de tarifs contingentaires consolidés pour le produit en question ou en ce qui concerne les obligations énoncées à l'article II:1 b) relatives aux "autres droits ou impositions". Deuxièmement, on fait valoir que l'adjudication de l'accès aux contingents tarifaires est contraire aux obligations découlant pour le Membre importateur des dispositions de l'article VIII du GATT relatives aux "redevances, impositions, formalités et prescriptions imposées par les autorités gouvernementales ou administratives à l'occasion des opérations d'importation". Le troisième argument consiste à dire que l'adjudication de l'accès aux contingents tarifaires, outre qu'elle a pour effet de perturber fortement les précieuses relations de commercialisation établies entre importateurs et exportateurs, peut avoir une incidence défavorable sur le rapport de concurrence entre les produits importés dans le cadre de contingents tarifaires et les produits nationaux similaires, entraînant ainsi un traitement moins favorable au sens de l'article III:4 du GATT.

6. Les partisans de l'adjudication font valoir que, puisque les règles de l'OMC ne contiennent pas de dispositions réglementant spécifiquement la répartition interne de l'accès aux contingents tarifaires entre les importateurs, les Membres qui administrent de tels contingents sont libres, sous réserve des dispositions générales des Accords de l'OMC qui peuvent être applicables, de choisir la méthode qu'ils estiment appropriée pour la répartition interne de l'accès aux contingents tarifaires entre les importateurs. À cet égard, il a été estimé que le supplément ou l'imposition acquitté lors de l'adjudication ne relevait pas des règles générales relatives aux mesures à la frontière. Il a été estimé au contraire que l'adjudication était une question purement interne qui était régie, si tant est qu'elle le soit, par les dispositions de l'article III du GATT et que, à condition qu'aucune discrimination ne soit faite entre les sources externes d'approvisionnement s'agissant des produits visés par des contingents tarifaires, l'adjudication était une méthode légitime, efficace et équitable de répartition de l'accès aux contingents tarifaires assortis de tarifs peu élevés (à rente élevée). Il a été indiqué aussi qu'un avantage majeur de l'adjudication des contingents tarifaires était que les paiements associés à ce système constituaient une forte incitation à atteindre des taux d'utilisation des contingents tarifaires plus élevés.

7. Les partisans de l'adjudication des contingents tarifaires font aussi valoir que, d'un point de vue économique, l'adjudication est neutre sur le plan des rentes économiques associées à des concessions prévoyant des tarifs élevés hors contingents/faibles à l'intérieur des contingents ou n'accroît pas ces rentes, et qu'en conséquence l'utilisation de l'adjudication pour répartir l'accès aux contingents tarifaires sur le plan interne ne réduit pas l'accès et n'a pas non plus d'incidence sur le prix que reçoit l'exportateur (à savoir le prix mondial, tout au moins pour la part du commerce dans le secteur agricole portant sur les produits en vrac et certains produits semi-transformés pour lesquels il existe des cours mondiaux du marché). Ceux qui suivent ce raisonnement établissent une comparaison avec la situation qui peut être considérée comme similaire et qui se produit, sur le plan de la redistribution des rentes économiques, quand des licences accordées dans le cadre de contingents tarifaires de façon traditionnelle peuvent être transférées ou négociées au niveau interne entre les importateurs commerciaux. D'un autre côté, il a aussi été indiqué que les rentes économiques associées aux contingents tarifaires étaient conservées, et non redistribuées, quand l'accès aux licences accordées dans le cadre de contingents tarifaires était vendu par adjudication par des organismes publics et que, en tout état de cause, ce qui pourrait par ailleurs être une activité économique rationnelle de la part des détenteurs de licences privés (à savoir la recherche d'une rente) ne pouvait constituer une justification d'interventions des pouvoirs publics qui étaient, ou pourraient être, incompatibles avec les obligations contractées par les gouvernements en tant que Membres de l'OMC, en particulier en ce qui concerne les consolidations tarifaires.

Aspects relatifs aux règles

8. Comme il a été demandé, la Division de l'agriculture et des produits de base a étudié, de façon générale, les aspects de l'adjudication des contingents tarifaires relatifs aux règles. À cette fin, les articles suivants du GATT ont été examinés: i) article I:1 (traitement général NPF); ii) article II:1 b), deuxième phrase ("autres droits ou impositions perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation" de produits visés par des concessions tarifaires), ainsi que le Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article II:1 b); iii) article II:2 c) (qui prévoit une exception dans le cas des redevances ou droits correspondant au coût des services rendus pour les produits assujettis à des droits consolidés); iv) article VIII:1 a) (qui impose des obligations additionnelles concernant toutes les redevances et impositions pour les produits assujettis à des droits consolidés et non consolidés); et v) paragraphes 2 et 4 de l'article III (sur le traitement national). En outre, l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture (interdiction spécifiquement applicable à l'agriculture de certaines mesures à l'importation), l'article 3:2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation (relatif aux obligations générales d'absence d'effets de distorsion dans le cas des licences non automatiques) et certaines autres dispositions ont aussi été examinés dans ce contexte général. (Les parties pertinentes de ces dispositions sont reproduites dans l'annexe A.)

9. Étant donné que le Secrétariat de l'OMC n'est pas habilité à interpréter les dispositions des Accords de l'OMC, le résumé général ci-après de l'analyse faite par la Division ne peut être considéré comme définitif de quelque façon que ce soit et, comme cela a été indiqué au début de la présente note d'information, celle-ci est sans préjudice des droits et obligations des Membres dans le cadre de l'OMC. La question de savoir si certaines des dispositions examinées dans ce résumé peuvent être applicables en même temps que d'autres ou si elles s'excluent mutuellement n'est pas abordée en tant que telle.

10. Sauf indication contraire, le mot "article" figurant dans le résumé ci-après renvoie à des articles du GATT de 1994 ou de 1947, selon qu'il convient:

- a) Les dispositions de l'article I:1 relatives au traitement NPF exigeraient qu'un système d'adjudication des contingents tarifaires soit mis en œuvre d'une façon qui n'entraîne de discrimination entre produits similaires de différentes origines pour aucun des points très divers sur lesquels porte cet article. Par exemple, si un système

d'adjudication devait entraîner une discrimination entre produits similaires de différentes origines sur le plan de l'incidence de l'imposition perçue à l'adjudication, ou si certains produits similaires relevant d'un contingent tarifaire qui vise un certain nombre de produits du même type devaient être exclus de l'adjudication, des questions pourraient être soulevées au titre des dispositions de l'article I:1.

- b) Conformément aux dispositions de l'article II:1 b), qui protègent la valeur des concessions négociées par les Membres avec leurs partenaires commerciaux respectifs, il existe des plafonds différents pour les "droits de douane proprement dits" (article II:1 b), première phrase) et pour les "autres droits ou impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation" (article II:1 b), deuxième phrase). L'imposition qu'un importateur potentiel est obligé d'acquitter, dans un système d'adjudication par les pouvoirs publics, pour obtenir une licence dans le cadre de contingents tarifaires a été examinée au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) (voir aussi l'alinéa d) ci-dessous). Une question essentielle au titre de l'article II:1 b), deuxième phrase, serait de savoir si l'imposition à l'adjudication, qui est perçue **avant** l'importation, peut être considérée comme une imposition de toute nature perçue **"à l'occasion de l'importation"**. Puisque le système d'adjudication par les pouvoirs publics exige qu'une imposition soit acquittée pour pouvoir obtenir une licence dans le cadre d'un contingent tarifaire et puisque cette même licence est une condition indispensable à l'importation ultérieure dans le cadre du contingent tarifaire, on pourrait dire que la connexion, ou la proximité, nécessaire entre l'imposition et l'importation, existe. L'objet et le but de l'article II:1 b) consistant à préserver la valeur des concessions tarifaires seraient aussi pertinents à cet égard.²
- c) En supposant pour les besoins de l'argumentation que l'imposition acquittée à l'adjudication des contingents tarifaires est perçue "à l'occasion de l'importation", elle ne serait malgré tout incompatible avec le plafond établi à la deuxième phrase de l'article II:1 b) que si: i) "la nature et le niveau" de l'imposition n'ont pas été inscrits sur la liste de concessions du Membre intéressé conformément au Mémorandum d'accord du Cycle d'Uruguay sur l'interprétation de l'article II:1 b) du GATT de 1994; et ii) l'imposition ne "correspond[] [pas] au coût des services rendus" par les organismes publics en mettant les licences accordées dans le cadre de contingents tarifaires à la disposition des différents importateurs.³ Aucune imposition à l'adjudication n'a été inscrite conformément à ce Mémorandum d'accord dans la

² On peut noter: i) que l'expression "impositions de toute nature" figurant à l'article II:1 b) a été interprétée comme ayant une portée globale (voir IBDD, S3/235, paragraphe 7); ii) que l'article VIII du GATT, qui traite aussi d'"impositions ... perçues ... à l'importation ... ou à l'occasion de l'importation", et peut donc être considéré comme contextuellement pertinent, s'étend aux impositions relatives aux licences d'importation; iii) que les impositions associées aux prescriptions en matière de cautionnement, perçues avant l'importation, ont été considérées comme étant "perçues ... à l'occasion de l'importation" aux fins de la deuxième phrase de l'article II:1 b) (voir: *CEE – Régime concernant les prix minimaux à l'importation*, IBDD, S25/75, paragraphes 4.6 et 4.15; voir aussi *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, WT/DS165/AB/R, paragraphe 100); et iv) que l'"objectif général" de l'adjudication des contingents tarifaires (par exemple la non-discrimination dans l'attribution des licences dans le cadre de contingents tarifaires au niveau national) n'est pas pertinent quand il s'agit de déterminer si une mesure est une mesure interne ou une mesure à la frontière (voir: *Argentine – Peaux de bovins*, WT/DS155/R, paragraphe 11.144).

³ *États-Unis – Redevances pour les opérations douanières*, IBDD, S35/277, adopté le 2 février 1988: "... le sens ordinaire de l'expression "coût des services rendus" serait le coût des services rendus à l'importateur en question. Cette acception était également conforme à la pratique générale en matière de facturation des "services", qui consiste à facturer la même redevance pour la même prestation". (paragraphe 80)

partie I – section I des Listes de l'OMC ("produits agricoles") et, selon ce Mémorandum d'accord, la possibilité de le faire actuellement semble, dans la pratique, exclue. Étant donné que le principal service rendu dans le cadre de l'adjudication des contingents tarifaires est la délivrance de licences, il serait un peu difficile de comprendre comment les coûts qui en résultent pour l'importateur, et dont le montant varie en fonction des attentes des soumissionnaires en ce qui concerne les rapports de prix futurs et en fonction du produit, peuvent être conciliés avec la prescription établie dans le cadre de l'exception énoncée à l'article II:2 c) selon laquelle les impositions relatives à ces services devraient "correspond[re] au coût des services rendus".

- d) À titre subsidiaire et nonobstant l'analyse générale qui précède concernant la deuxième phrase de l'article II:1 b), on pourrait dans une certaine mesure s'interroger sur le point de savoir si les impositions à l'adjudication, qui pourraient par ailleurs être considérées comme étant incompatibles avec cette deuxième phrase, pourraient néanmoins être appliquées dans les limites de la consolidation tarifaire contingentaire concernant les "droits de douane proprement dits" dans le cadre de la première phrase de l'article II:1 b). En d'autres termes, si le niveau de la consolidation des tarifs contingentaires autorise une telle action, le tarif contingentaire pourrait être ajusté (levé, en totalité ou en partie) par le Membre importateur afin de régulariser l'imposition à l'adjudication en la faisant entrer dans les limites globales de la consolidation tarifaire. En pratique, la portée de ces ajustements pourrait bien être limitée, en particulier quand le supplément acquitté pour l'adjudication absorbe la plus grande partie de la rente contingentaire et que le tarif contingentaire consolidé est relativement peu élevé.
- e) Alors que l'article II:1 b), lu conjointement avec le Mémorandum d'accord du Cycle d'Uruguay y relatif, établit des limites admissibles concernant le niveau ou le montant des autres droits ou impositions qui peuvent être perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation de produits faisant l'objet de concessions tarifaires, l'article VIII:1 a) établit des obligations additionnelles applicables à la fois aux produits assujettis à des droits consolidés et non consolidés. Les dispositions de l'article VIII s'étendent aux "redevances, impositions, formalités et prescriptions" imposées par les autorités gouvernementales ou administratives à l'occasion des opérations d'importation, y compris celles qui concernent les licences d'importation. En conséquence, les obligations de fond établies à l'article VIII:1 a) devraient en principe être applicables non seulement aux impositions à l'adjudication associées à l'obtention d'une licence dans le cadre de contingents tarifaires mais aussi, en fonction des faits propres à un cas particulier, à toutes formalités et prescriptions associées au système d'adjudication lui-même. En particulier, les obligations établies à l'article VIII:1 a) s'ajoutant au critère du "coût des services rendus", qui est commun à l'article II et à l'article VIII, sont de deux ordres. Elles prévoient que les impositions ne constitueront pas: i) une protection indirecte des produits nationaux; ou ii) des taxes de caractère fiscal à l'importation. Dans le cas des produits assujettis à des tarifs consolidés, ces obligations additionnelles de l'article VIII:1 a) servent aussi à préserver la valeur des concessions tarifaires.
- f) Conformément au raisonnement général suivi par le Groupe spécial du GATT *États-Unis – Redevances pour les opérations douanières* dans son rapport (voir ci-dessus, note de bas de page 3), il se pourrait bien que les impositions qui dépassent le coût des services rendus et sont utilisées pour financer d'autres activités des pouvoirs publics, sans rapport avec ceux-ci, puissent être décrites comme pouvant

relever de ce qui constitue "des taxes de caractère fiscal à l'importation" selon les termes de l'article VIII:1 a).

- g) On ne peut guère obtenir d'indications concernant l'obligation énoncée à l'article VIII:1 a) relative à la "protection indirecte des produits nationaux". Concrètement, on pourrait dire que toute protection constituée par des impositions à l'adjudication des contingents tarifaires allant au-delà de ce qui est autorisé au titre de l'article II:1 b) est "indirecte" et a une incidence défavorable sur le rapport de concurrence qui sinon existerait entre produits importés et produits nationaux. Puisque l'adjudication des contingents tarifaires relève automatiquement le prix d'entrée "effectif" des importations effectuées dans le cadre de contingents tarifaires, on pourrait dire que les produits nationaux sont indirectement protégés, par une action gouvernementale, de la concurrence des produits visés par des contingents tarifaires, sauf à l'intérieur d'une fourchette de prix bien plus étroite que cela ne serait le cas autrement. Le système d'adjudication pourrait aboutir également à une protection indirecte des produits nationaux lorsqu'une hausse du prix mondial du marché d'un produit visé par un contingent tarifaire survenue après l'adjudication, concurrentiellement avec l'imposition à l'adjudication en valeur unitaire, rend les importations relativement moins concurrentielles (voir non concurrentielles) par rapport à la situation qui existerait si l'on suivait d'autres méthodes d'administration, par exemple celle de l'attribution selon l'ordre de présentation des demandes. Cela peut arriver lorsque le marché national est effectivement à l'abri de toute répercussion des prix mondiaux. Cette situation n'est probablement pas inhabituelle dans nombre de marchés où l'accès est régi par des contingents tarifaires en liaison avec des tarifs hors contingent très élevés ou prohibitifs. L'adjudication des contingents tarifaires peut aussi assurer une protection indirecte aux produits nationaux en perturbant les relations commerciales établies, y compris les arrangements relatifs au partage des rentes et à la promotion commerciale, entre les fournisseurs extérieurs et leurs homologues nationaux, en particulier dans le cas des contingents tarifaires assurant l'"accès courant". La possibilité de commercialiser de façon concurrentielle de nouveaux produits, y compris des produits exportés par des pays en développement, pourrait également être amoindrie. Une autre forme de protection indirecte pourrait exister si les recettes provenant de l'adjudication des contingents tarifaires allaient, directement ou indirectement, aux producteurs nationaux de produits concurrents. La nature de toute protection indirecte accordée aux produits nationaux dépendrait donc des faits particuliers propres à chaque cas concret, y compris la mesure dans laquelle un marché d'importation spécifique est à l'abri des fluctuations des prix sur le marché mondial.
- h) Les dispositions de l'article III relatives au traitement national obligent les Membres à garantir l'égalité des conditions de concurrence des produits importés face aux produits nationaux. Sans ces dispositions relatives à l'application de règles uniformes à tous, les avantages compétitifs dont bénéficient les produits importés, qu'ils soient ou non assujettis à des droits consolidés, du point de vue des prix et autres caractéristiques concurrentielles, pourraient facilement être compromis par l'application de taxes, impositions et mesures réglementaires intérieures discriminatoires et protectrices. Dans le contexte de l'article III, deux aspects au moins de l'adjudication des contingents tarifaires pourraient être pertinents: i) les impositions à l'adjudication elles-mêmes, au regard de l'article III:2 qui, dans la partie pertinente, prévoit qu'une fois importés les produits ne seront pas frappés, directement ou indirectement, d'impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent, directement ou indirectement, les produits nationaux similaires; et ii) la prescription relative à l'adjudication de licences accordées dans le

cadre de contingents tarifaires en tant que telle au regard de l'article III:4, qui prévoit dans la partie pertinente que les produits importés ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires en ce qui concerne toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur.

- i) En ce qui concerne l'article III:2, une question essentielle ou liminaire consisterait à savoir si le supplément à acquitter pour l'adjudication peut être traité comme une imposition "frappant", même indirectement, un produit visé par un contingent tarifaire une fois qu'il est entré sur le territoire douanier du Membre importateur.⁴ À première vue, il semblerait qu'il n'y ait pas d'imposition discriminatoire, effective ou potentielle, directe ou indirecte, dont on pourrait dire qu'elle frappe ou pourrait frapper les produits visés par des contingents tarifaires, en tant que produits importés, en vertu de l'adjudication préalable par les pouvoirs publics. Il semblerait plutôt que l'imposition à l'adjudication frappe les licences accordées dans le cadre de contingents tarifaires, le montant de l'imposition étant fonction des rapports anticipés entre le prix sur le marché intérieur et le prix sur le marché extérieur des produits considérés visés par des contingents tarifaires. Les produits visés par des contingents tarifaires, en tant que produits importés, peuvent être "affectés" par ces impositions à l'adjudication préalables, mais il s'agit là d'une question tout à fait différente.
- j) Pour déterminer si l'adjudication par les pouvoirs publics des licences accordées dans le cadre de contingents tarifaires peut être considérée comme relevant de l'article III:4, il faudrait examiner: i) si les produits importés dans le cadre de contingents tarifaires et les produits nationaux sont des "produits similaires"; ii) si la mesure, la participation à des adjudications pour acquérir des licences dans le cadre de contingents tarifaires, est une "prescription"; iii) si cette prescription "affecte" la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation sur le marché intérieur des produits importés dans le cadre des contingents tarifaires; et iv) si ces produits sont de ce fait soumis à un "traitement moins favorable" que le traitement accordé aux produits nationaux similaires.⁵ La prescription relative à l'adjudication par les pouvoirs publics, au titre de laquelle un adjudicataire est contraint dans la pratique de verser une somme correspondant à la rente contingentaire pour acquérir une licence dans le cadre de contingents tarifaires, pourrait être considérée comme allant "bien au-delà des simples prescriptions en matière de certificats d'importation nécessaires pour administrer le contingent

⁴ En ce qui concerne l'article III:2 généralement, voir le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II* (RDD 1996:I, 113).

⁵ À cet égard, on peut noter de façon générale les points suivants: i) l'expression "produits similaires" s'applique aux produits entre lesquels existe un rapport de concurrence sur le marché aux fins de l'article III:4 (voir *CE – Amiante*, WT/DS135/AB/R, paragraphes 99 et 100); ii) en ce qui concerne la "prescription", l'article III:4 s'applique non seulement à des mesures impératives mais aussi aux conditions qu'une entreprise accepte afin de recevoir un avantage, y compris lorsqu'il s'agit d'un avantage lié aux conditions d'importation d'un produit (voir *Canada – Automobiles*, WT/DS139/R, WT/DS142/R, paragraphe 10.73, et *Inde – Secteur automobile*, WT/DS146/R, WT/DS175/R, paragraphes 7.187 à 7.198); et iii) en ce qui concerne la portée par ailleurs relativement large du mot "affectant", ce ne sont pas n'importe quelles "prescriptions" qui sont visées par l'article III:4, mais seulement celles qui "affectent" les transactions, activités et utilisations spécifiques se rapportant aux produits sur le marché (voir *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de vente à l'étranger"* (article 21:5 – CE), WT/DS108/AB/RW, paragraphe 208).

tarifaire".⁶ Pour savoir si les produits visés par des contingents tarifaires seraient ainsi soumis à un "traitement moins favorable", il faudrait examiner si, compte tenu des faits propres à un cas particulier, l'adjudication des contingents tarifaires modifie les conditions de concurrence sur le marché considéré au détriment des produits importés dans le cadre de contingents tarifaires et, à cet égard, certaines des considérations mentionnées à l'alinéa g) ci-dessus pourraient être pertinentes.

- k) L'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture interdit certaines mesures à l'importation, y compris les mesures énumérées dans la note de bas de page relative à cette disposition, ainsi que les mesures similaires. Une question qui pourrait se poser à propos de cette disposition de l'Accord sur l'agriculture est celle de savoir si un système d'adjudication des contingents tarifaires pourrait être considéré comme une mesure "similaire" à une de celles qui sont spécifiquement mentionnées dans la note de bas de page, par exemple un prélèvement variable. On pourrait arguer, s'agissant de la similarité avec un prélèvement variable, que l'adjudication des contingents tarifaires peut avoir pour effet systématique de porter le prix d'entrée effectif des importations visées par un contingent tarifaire au niveau, ou à un niveau proche, soit de l'équivalent du prix payé avec un tarif hors contingent (dans le cas d'une répercussion des prix mondiaux) soit du prix sur le marché intérieur (dans le cas d'un marché où il n'y a guère de répercussion des prix mondiaux). Dans son rapport distribué récemment sur l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, l'Organe d'appel semble donner à entendre que pour qu'une mesure, telle que l'imposition variable associée à un système d'adjudication des contingents tarifaires, soit considérée comme étant similaire à un prélèvement variable, le système d'adjudication, dans sa configuration factuelle particulière, devrait présenter suffisamment de caractéristiques communes avec un prélèvement variable à l'importation pour ressembler à une telle mesure ou "être de même nature ou de même ordre". Les caractéristiques pertinentes d'un prélèvement variable qu'une imposition associée à un système d'adjudication des contingents tarifaires devrait suffisamment partager peuvent être brièvement résumées ainsi: i) le prélèvement ou l'imposition variable est perçu à l'importation; ii) la mesure elle-même – en tant que mécanisme – impose la variabilité de l'imposition (la variabilité serait inhérente à une mesure si celle-ci comporte un dispositif ou une formule qui fait en sorte que les prélèvements changent automatiquement et continuellement); et iii) en outre, il y a un manque de transparence et un manque de prévisibilité en ce qui concerne le niveau des impositions qui résulteront de cette mesure (il s'agit là de caractéristiques qui sont susceptibles de restreindre le volume des importations et aussi de fausser les prix des importations en empêchant la répercussion des prix mondiaux sur le marché intérieur).⁷ Pour déterminer si un système d'adjudication des contingents tarifaires particulier partage un nombre suffisant de caractéristiques avec un prélèvement variable, une approche empirique serait nécessaire.⁸
- l) L'article 3:2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation prévoit que les licences "non automatiques" (qui ne sont pas accordées dans tous les cas suite à la présentation d'une demande) n'exerceront pas, sur le commerce d'importation, des

⁶ CE – Bananes III, WT/DS27/AB/R, paragraphe 211.

⁷ WT/DS207/AB/R, daté du 23 septembre 2002 (non encore adopté), paragraphes 227, 232 à 234 et 239.

⁸ *Ibid.*, paragraphe 226.

effets de restriction ou de distorsion s'ajoutant à ceux que causera l'introduction de la restriction. S'il était considéré que l'adjudication des licences accordées dans le cadre de contingents tarifaires constituait une procédure de "licences non automatiques" aux fins de l'article 3:2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation (et aucune opinion n'est exprimée sur ce point), alors certaines des considérations mentionnées à l'alinéa g) ci-dessus pourraient être pertinentes dans ce contexte également.

- m) L'analyse succincte qui précède est dans une certaine mesure sélective. Elle est axée essentiellement sur les dispositions de l'OMC/du GATT qui doivent être au premier plan des débats et consultations sur ce sujet. D'autres dispositions présentent ou peuvent présenter elles aussi un intérêt. Par exemple, l'adjudication des contingents tarifaires par des entreprises commerciales d'État pourrait sans doute susciter des questions, en ce qui concerne le niveau de la majoration qui en résulte par rapport au prix payé avec un droit consolidé, au titre de l'article II:4 du GATT. Il existe d'autres dispositions pertinentes qui ne figurent pas dans cette analyse, notamment les dispositions de l'article XXIII:1 b) du GATT (annulation ou réduction en situation de non-violation) ainsi que celles de l'Accord général sur le commerce des services.

Éléments de disciplines possibles concernant l'adjudication des contingents tarifaires

11. En réponse à la demande faite à cet égard, l'annexe D de la présente note d'information suggère quelques éléments de disciplines possibles concernant l'adjudication des contingents tarifaires et les conditions s'y rapportant, pour examen s'il y a lieu.

ANNEXE A

Administration des contingents tarifaires et utilisation des contingents tarifaires (TN/AG/S/6): Choix de tableaux

Tableau 3: Contingents tarifaires par principale méthode d'administration, 1995-2001

	Nombre de contingents tarifaires						
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Droits appliqués	654	642	673	665	656	639	631
Ordre de présentation des demandes	101	103	147	147	146	153	153
Licences sur demande	290	299	302	298	310	297	324
Adjudication	41	39	59	59	59	52	52
Importateurs traditionnels	68	82	88	97	97	119	100
Importations effectuées par des entreprises commerciales d'État	22	22	20	19	20	20	21
Groupes ou associations de producteurs	8	8	7	7	7	9	8
Autres	12	13	7	7	7	9	8
Méthodes d'attribution mixtes	54	55	58	59	60	60	60
Non spécifié	9	10	6	6	14	7	20
Nombre total de contingents tarifaires applicables	1 259	1 273	1 367	1 364	1 376	1 365	1 377

Tableau 5: Contingents tarifaires - Taux d'utilisation, en moyenne simple, par principale méthode d'administration, 1995-2000

Principale méthode d'administration	Taux d'utilisation, en moyenne simple (pourcentage)						Nombre de contingents tarifaires inclus					
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Droits appliqués	71	65	65	70	70	68	489	489	525	502	383	310
Ordre de présentation des demandes	56	61	47	51	64	60	87	95	144	144	76	51
Licences sur demande	58	57	54	54	51	51	266	289	277	273	251	236
Adjudication	26	32	51	34	23	32	39	36	55	43	35	11
Importateurs traditionnels	91	77	73	69	63	58	62	79	84	93	60	66
Importations effectuées par des entreprises commerciales d'État	81	83	90	91	71	72	22	22	20	19	8	8
Groupes ou associations de producteurs	74	53	85	78	86	83	8	8	7	7	4	6
Autres	56	61	93	91	99	95	10	11	5	5	4	6
Méthodes d'attribution mixtes	74	83	84	84	73	44	44	45	43	43	23	5
Non spécifié	100	44	57	44	41	86	1	7	6	5	5	1
Taux d'utilisation en moyenne simple	66	63	62	63	62	60	1 028	1 081	1 166	1 134	849	700

Tableau 6: Contingents tarifaires représentant des quantités constantes ou des quantités croissantes – Taux d'utilisation, en moyenne simple, par principale méthode d'administration, 1995-2000

Principale méthode d'administration	Taux d'utilisation en moyenne simple (pourcentage)											
	Quantités constantes						Quantités croissantes					
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Droits appliqués	73	66	67	71	69	67	64	58	56	68	74	70
Ordre de présentation des demandes	67	70	49	54	70	67	37	42	40	45	53	48
Licences sur demande	69	65	66	66	63	59	47	49	43	41	40	42
Adjudication	46	93	85	46	15	65	22	22	46	32	24	28
Importateurs traditionnels	96	84	84	74	68	68	85	68	58	62	56	45
Importations effectuées par des entreprises commerciales d'État	100	100	99	100	100	100	76	79	88	88	61	63
Groupes ou associations de producteurs							74	53	85	78	86	83
Autres	100	80	100	100	100	100	27	50	84	77	99	91
Méthodes d'attribution mixtes	74	84	80	82	65	73	74	82	87	86	78	1
Non spécifiés	100	51	57	44	41	86		-				
Taux d'utilisation en moyenne simple	73	68	66	68	67	65	55	54	53	55	51	51
Nombre de contingents tarifaires inclus	650	680	750	744	556	449	378	401	416	390	293	251

ANNEXE B

Adjudication des contingents tarifaires par Membre

Taux d'utilisation moyens par Membre administrant

A = Nombre de contingents tarifaires mis en adjudication

B = Taux d'utilisation moyens

	1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001	
	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Corée	7	69	6	61	6	61	4	33	4	52	4	34	4	n.d.
Costa Rica	8	14	8	5	8	5	8	15	8	13	8	n.d.	8	n.d.
El Salvador							-		-		1	n.d.	1	n.d.
Équateur							8	13	8	0				
Islande	12	25	12	34	12	39	12	40	12	41	12	42	12	n.d.
Norvège	11	6	11	21	11	13	11	43	11	32	11	32	11	n.d.
Panama					18	89	12	n.d.	12	46	12	n.d.	12	n.d.
Suisse	2	50	2	98	4	99	4	97	4	98	4	99	4	99
Thaïlande	1	0												
Total	41	26	39	32	59	51	59	34	59	34	52	43	52	(99)

Source: TN/AG/S/6: Tableaux B.1 à B.6 et tableaux B.19 à B.24.

ANNEXE C

Extraits de dispositions pertinentes de l'OMC⁹

Article I:1 du GATT

"1. Tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités accordés par un Membre à un produit originaire ou à destination de tout autre pays seront, immédiatement et sans condition, étendus à tout produit similaire originaire ou à destination du territoire de tous les autres Membres. Cette disposition concerne les droits de douane et les impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'exportation ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, ainsi que ceux qui frappent les transferts internationaux de fonds effectués en règlement des importations ou des exportations, le mode de perception de ces droits et impositions, l'ensemble de la réglementation et des formalités afférentes aux importations ou aux exportations ainsi que toutes les questions qui font l'objet des paragraphes 2 et 4 de l'article III*."

Article II:1 a) et b) du GATT

"1. b) Les produits repris dans la première partie de la liste d'un Membre et qui sont les produits du territoire d'autres Membres ne seront pas soumis, à leur importation sur le territoire auquel se rapporte cette liste et compte tenu des conditions ou clauses spéciales qui y sont stipulées, à des droits de douane proprement dits plus élevés que ceux de cette liste. **De même, ces produits ne seront pas soumis à d'autres droits ou impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, qui seraient plus élevés que ceux qui étaient imposés à la date du présent Accord, ou que ceux qui, comme conséquence directe et obligatoire de la législation en vigueur à cette date dans le territoire importateur, seraient imposés ultérieurement.** (pas de caractère gras dans l'original)

Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article II:1 b) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994

"Les *Membres* conviennent de ce qui suit:

"1. Pour assurer la transparence des droits et obligations juridiques découlant du paragraphe 1 b) de l'article II, la nature et le niveau des "autres droits ou impositions" perçus sur des positions tarifaires consolidées, dont il est fait mention dans cette disposition, seront inscrits sur les Listes de concessions annexées au GATT de 1994 en regard de la position tarifaire à laquelle ils s'appliquent. Il est entendu que cette inscription n'entraîne pas de modification quant à la licéité des "autres droits ou impositions."

"2. La date à compter de laquelle les "autres droits ou impositions" seront consolidés, aux fins de l'article II, sera le 15 avril 1994. Les "autres droits ou

⁹ Notes additionnelles omises.

impositions" seront donc inscrits sur les Listes aux niveaux applicables à cette date. A chaque renégociation ultérieure d'une concession, ou lors de la négociation d'une nouvelle concession, la date applicable pour la position tarifaire en question deviendra la date de l'inclusion de la nouvelle concession dans la Liste appropriée. Toutefois, la date de l'instrument par lequel une concession portant sur une position tarifaire donnée a été pour la première fois incluse dans le GATT de 1947 ou le GATT de 1994 continuera aussi d'être inscrite dans la colonne 6 des Listes sur feuillets mobiles."

"3. Les "autres droits ou impositions" seront inscrits pour toutes les consolidations tarifaires."

"4. Dans les cas où une position tarifaire aura déjà fait l'objet d'une concession, le niveau des "autres droits ou impositions" inscrits sur la Liste appropriée ne sera pas supérieur au niveau en vigueur au moment où la concession a été pour la première fois incluse dans ladite Liste. Tout Membre aura la faculté de contester l'existence d'"autres droits ou impositions" au motif que ces "autres droits ou impositions" n'existaient pas au moment de la consolidation primitive de la position en question, ainsi que la concordance du niveau inscrit des "autres droits ou impositions" avec le niveau antérieurement consolidé, et ce pendant une période de trois ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC ou de trois ans après la date du dépôt, auprès du Directeur général de l'OMC, de l'instrument incluant la Liste en question dans le GATT de 1994, si cette date est postérieure."

"5. L'inscription d'"autres droits ou impositions" sur les Listes ne préjuge pas leur compatibilité avec les droits et obligations résultant du GATT de 1994, autres que ceux qui sont visés au paragraphe 4. Tous les Membres conservent le droit de contester à tout moment la compatibilité d'"autres droits ou impositions" avec ces obligations."

"6. Aux fins du présent mémorandum d'accord, les dispositions des articles XXII et XXIII du GATT de 1994, telles qu'elles sont précisées et mises en application par le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, seront d'application."

"7. Les "autres droits ou impositions" ne figurant pas sur une Liste au moment du dépôt de l'instrument incluant la Liste en question dans le GATT de 1994 auprès, jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, du Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 ou, par la suite, du Directeur général de l'OMC n'y seront pas ajoutés ultérieurement et les "autres droits ou impositions" inscrits à un niveau inférieur à celui qui était en vigueur à la date applicable ne seront pas rétablis à ce niveau, à moins que ces adjonctions ou modifications ne soient apportées dans les six mois qui suivent la date de dépôt de l'instrument."

"8. La décision mentionnée au paragraphe 2 concernant la date applicable pour chaque concession aux fins du paragraphe 1 b) de l'article II du GATT de 1994 remplace la décision relative à la date applicable prise le 26 mars 1980 (IBDD, S27/25)."

Article II:2 c) du GATT

"2. Aucune disposition du présent article n'empêchera un Membre de percevoir à tout moment, à l'importation d'un produit: ... c) des redevances ou autres droits correspondant au coût des services rendus."

Article II:4 du GATT

"4. Si un Membre établit, maintient ou autorise, en droit ou en fait, un monopole à l'importation de l'un des produits repris dans la liste correspondante annexée au présent Accord, ce monopole n'aura pas pour effet, sauf disposition contraire figurant dans cette liste ou sauf si les parties qui ont primitivement négocié la concession en conviennent autrement, d'assurer une protection moyenne supérieure à celle qui est prévue dans cette liste. Les dispositions du présent paragraphe ne limiteront pas le recours des parties contractantes à toute forme d'assistance aux producteurs nationaux autorisée par d'autres dispositions du présent Accord.*"

Article III:1, 2 et 4 du GATT

"1. Les Membres reconnaissent que les taxes et autres impositions intérieures, ainsi que les lois, règlements et prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution ou l'utilisation de produits sur le marché intérieur et les réglementations quantitatives intérieures prescrivant le mélange, la transformation ou l'utilisation en quantités ou en proportions déterminées de certains produits ne devront pas être appliqués aux produits importés ou nationaux de manière à protéger la production nationale.*"

"2. Les produits du territoire de tout Membre importés sur le territoire de tout autre Membre ne seront pas frappés, directement ou indirectement, de taxes ou autres impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent, directement ou indirectement, les produits nationaux similaires. En outre, aucun Membre n'appliquera, d'autre façon, de taxes ou autres impositions intérieures aux produits importés ou nationaux d'une manière contraire aux principes énoncés au paragraphe premier.*"

"4. Les produits du territoire de tout Membre importés sur le territoire de tout autre Membre ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur. Les dispositions du présent paragraphe n'interdiront pas l'application de tarifs différents pour les transports intérieurs, fondés exclusivement sur l'utilisation économique des moyens de transport et non sur l'origine du produit."

Article VIII:1 a) et 4 du GATT

"1. a) Toutes les redevances et impositions de quelque nature qu'elles soient, autres que les droits à l'importation et à l'exportation et les taxes qui relèvent de l'article III, perçues par les Membres à l'importation ou à l'exportation ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, seront limitées au coût approximatif des services rendus et ne devront pas constituer une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation ou à l'exportation."

"4. Les dispositions du présent article s'étendront aux redevances, impositions, formalités et prescriptions imposées par les autorités gouvernementales ou administratives à l'occasion des opérations d'importation et d'exportation y compris les redevances, impositions, formalités et prescriptions relatives

- a) aux formalités consulaires, telles que factures et certificats consulaires;
- b) aux restrictions quantitatives;
- c) aux licences;
- d) au contrôle des changes;
- e) aux services de statistique;
- f) aux pièces à produire, à la documentation et à la délivrance de certificats;
- g) aux analyses et aux vérifications;
- h) à la quarantaine, à l'inspection sanitaire et à la désinfection."

Accord sur l'agriculture: Article 4:2

"Les Membres ne maintiendront pas de mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits¹, ni ne recourront ni ne reviendront à de telles mesures, exception faite de ce qui est prévu à l'article 5 et à l'Annexe 5.

¹ Ces mesures comprennent les restrictions quantitatives à l'importation, les prélèvements variables à l'importation, les prix minimaux à l'importation, les régimes d'importation discrétionnaires, les mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État, les autolimitations des exportations, et les mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits, que ces mesures soient ou non appliquées au titre de dérogations aux dispositions du GATT de 1947 dont bénéficient certains pays, mais non les mesures appliquées au titre de dispositions relatives à la balance des paiements ou au titre d'autres dispositions générales ne concernant pas spécifiquement l'agriculture du GATT de 1994 ou des autres Accords commerciaux multilatéraux figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC."

Accord sur les procédures de licences d'importation: Article 3:2

"2. Les licences non automatiques n'exerceront pas, sur le commerce d'importation, des effets de restriction ou de distorsion s'ajoutant à ceux que causera l'introduction de la restriction. Les procédures de licences non automatiques correspondront, quant à leur champ d'application et à leur durée, à la mesure qu'elles servent à mettre en œuvre et elles n'imposeront pas une charge administrative plus lourde que ce qui est absolument nécessaire pour administrer la mesure."

ANNEXE D

Adjudication des contingents tarifaires

Disciplines possibles

Les éléments de disciplines possibles exposés ci-après concernent la façon dont on pourrait combiner l'efficacité de l'adjudication et les principes de transparence et de prévisibilité pour faire en sorte que les possibilités d'accès que représente un engagement en matière de contingents tarifaires soient effectivement offertes dès le début de l'année sur laquelle porte l'engagement. Les éléments ainsi suggérés ne donnent absolument pas une image complète des possibilités existant à cet égard et sont censés être sans préjudice des positions des Membres sur les disciplines qui pourraient éventuellement être élaborées concernant l'adjudication des contingents tarifaires:

a) Méthodes d'adjudication

(Par exemple, question de savoir si toutes les méthodes d'appels d'offres devraient pouvoir être employées ou si les méthodes d'appels d'offres publics, ouverts et transparents, y compris les méthodes électroniques équivalentes, seraient obligatoires.)

b) Supervision et transparence des adjudications

(Par exemple, les adjudications de contingents tarifaires seront effectuées et supervisées par une personne ou un organisme indépendant non gouvernemental approprié. Les fonctions d'un adjudicateur indépendant comprendraient la publication (y compris sur un site Internet réservé à cette fin) de renseignements concernant les adjudications qui vont avoir lieu (par exemple, un avis préalable au public donnant des détails sur chaque adjudication, dont la date, l'heure et le lieu, l'enregistrement des soumissionnaires, les conditions de paiement, les caractéristiques des contingents tarifaires mis en adjudication) et la publication dans les moindres délais des résultats de chaque adjudication en ce qui concerne les impositions acquittées et les quantités sur lesquelles portent les transactions, y compris les adresses commerciales des adjudicataires.)

c) Participants à l'adjudication

(Par exemple, la participation aux adjudications sera ouverte: aux importateurs commerciaux; aux utilisateurs nationaux à n'importe quel stade de la commercialisation des produits contingentés considérés, y compris les utilisateurs finals; et aux représentants ou agents des fournisseurs étrangers des produits considérés.)

d) Fréquence et organisation dans le temps des adjudications

(Par exemple, une adjudication annuelle principale aura lieu pas moins de [trois] mois avant le début de l'"année" civile ou autre sur laquelle porte l'engagement en matière de contingents tarifaires. Les contingents tarifaires retirés aux titulaires au titre du paragraphe g) ci-après seront remis en adjudication dans les moindres délais, au cours d'adjudications spéciales ou à l'adjudication principale suivante. Des adjudications pluriannuelles seront une option, les procédures ordinaires étant applicables *mutatis mutandis*.)

e) Contingents tarifaires pouvant être mis en adjudication

(Par exemple, tous les contingents tarifaires inscrits dans les listes, à l'exception de ceux qui n'ont pas auparavant été attribués par voie d'adjudication et pour lesquels la moyenne (1999-2001) des taux d'utilisation notifiés (MA:2) dépassait, disons, [70] pour cent.)

f) Produits visés par les licences accordées dans le cadre de contingents tarifaires

(Par exemple, les licences accordées dans le cadre de contingents tarifaires seront valables pour l'importation de l'ensemble ou de l'un quelconque des produits visés par un engagement particulier en matière de contingents tarifaires, selon le choix de l'adjudicataire.)

(Par exemple, les contingents tarifaires visant sur un seul produit peuvent être mis en adjudication par lots, sous réserve qu'ils aient une taille commerciale minimale.)

g) Dispositions générales concernant les licences accordées dans le cadre de contingents tarifaires mis en adjudication

(Par exemple, les licences accordées dans le cadre de contingents tarifaires seront mises à disposition après l'achèvement d'une procédure d'adjudication et seront valables pour l'importation à compter du premier jour de l'année considérée; il ne sera imposé aucune prescription en matière d'achats locaux ou de commercialisation saisonnière qui empêcherait toute personne ou tout organisme auquel une licence dans le cadre d'un contingent tarifaire a été accordée par voie d'adjudication d'utiliser entièrement la quantité ou la valeur totale considérée; les licences accordées dans le cadre de contingents tarifaires qui restent inutilisées ou nettement sous-utilisées à une certaine date et pour lesquelles on ne peut démontrer l'existence d'un contrat ferme de livraison pour l'année considérée, seront remises en adjudication, sous réserve d'exceptions selon qu'il conviendra (force majeure).)

h) Traitement spécial et différencié

(Par exemple, les Membres répondront dans les moindres délais aux demandes spécifiques présentées par les pays en développement Membres en vue d'obtenir des renseignements sur le processus d'adjudication ou une assistance pour établir ou faciliter les contacts entre les exportateurs des pays en développement et les importateurs, y compris les utilisateurs finals, de produits visés par des contingents tarifaires attribués par voie d'adjudication, dont l'exportation présente un intérêt particulier pour les pays en développement.)

i) Aspects financiers

(Par exemple, les recettes provenant des adjudications de contingents tarifaires serviront à couvrir en priorité les coûts financiers liés au recours à des adjudicateurs indépendants, à la publication et aux prescriptions en matière de transparence ainsi que les coûts des services fournis pour aider les pays en développement et leurs exportateurs. Les recettes restantes ne seront pas transférées, directement ou indirectement, aux producteurs des produits visés par les contingents tarifaires, ni utilisées à d'autres fins de protection.)
